

C'est pour moi un vif plaisir de me joindre à vous à l'occasion de la 55e assemblée annuelle de la Chambre de commerce du Canada.

Le Premier ministre ne peut malheureusement être parmi vous puisqu'il s'est rendu à Washington pour y rencontrer le président Reagan. Il m'a demandé de vous transmettre ses excuses et ses meilleurs vœux.

Comme vous le savez, je suis l'un des nouveaux visages au sein du gouvernement progressiste-conservateur. Par conséquent, je n'ai pas l'intention de chercher à innover en partant. Ce n'est que le début et je compte bien aborder de façon ordonnée et prudente les questions commerciales nombreuses et complexes auxquelles est confronté le pays. Nous recueillerons vos idées. Nous écouterons. Et nous agirons.

J'ai pensé plutôt qu'il serait utile de passer en revue la stratégie économique énoncée par le Premier ministre dans un discours qu'il a prononcé devant la Chambre de commerce de Vancouver en août dernier -- discours qui contenait nombre d'idées importantes mais qui a reçu assez peu d'attention dans les autres régions du pays.

Comme le déclarait ce jour-là le Premier ministre, la stratégie du gouvernement progressiste-conservateur pose que les Canadiens doivent s'attaquer à cinq grands problèmes qui sont au cœur de notre malaise économique.

1. Le coût élevé du crédit qu'entraînent la faiblesse de notre dollar et la nécessité de financer notre dette extérieure croissante.

2. La faiblesse financière de notre secteur privé. Trop d'entreprises canadiennes -- aussi bien grandes que petites -- restent aux prises avec une trop forte dette à coût élevé et l'insuffisance de capital social à faible coût.

3. La spirale de la dette publique, qui sera passée de 18 milliards de dollars en 1968 à 180 milliards à la fin du présent exercice.

4. La faiblesse de notre position concurrentielle dans le monde causée largement par nos piètres réalisations en matière de Recherche et Développement et d'innovation technologique; et

5. La faiblesse de la demande étrangère et canadienne pour nos biens et services.

Nous croyons que ce sont là les cinq grands problèmes qui, conjugués, sont la cause de la stagnation économique et du chômage massif.

Comment nous y prendrons-nous pour les régler?

Permettez-moi d'esquisser l'approche du nouveau gouvernement.